[Logo / « Marianne » / nom du service]

|  |  |
| --- | --- |
|  | Madame la Procureure/ Monsieur le Procureur de la République  [le cas échéant, section / bureau]  Tribunal judiciaire de [VILLE]  Adresse  CP VILLE |

N/Réf.

Objet : Transmission d’un procès-verbal de constatation d’infraction […]

PJ. Soit transmis

Voir la liste des annexes *in fine*

Madame la Procureure/ Monsieur le Procureur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un **procès-verbal de constatation d’infraction** concernant [*Lister, succinctement, les faits et les infractions constatées dans le PV qui doivent impérativement être des infractions donnant lieu à commissionnement de l’agent les ayant constatées*].

[Dans le(s) paragraphe(s) suivant(s), faire une relation précise du(des) fait(s) constaté(s) faisant l’objet du procès-verbal joint au présent courrier].

[Signalement d’autres infractions susceptibles d’avoir été commises en plus de celles constatées dans le PV : préciser le numéro d’article, la substance et le code NATINF]

[*Travaux illicites, en cas de complicité du maire :*

Je relève également dans cet acte la complicité de M qui en toutes conscience des règles de droit, a donné son accord à [désignation de l’autorisation de travaux] illégal.

*Relater les faits qui permettent cette affirmation*]

[*Travaux illicites,* *autre demande formulée auprès du Procureur de la République et donc du tribunal : interruption des travaux*

Au vu de l’impact conséquent [*justifier de l’impact sur le patrimoine*] **il m’apparaît nécessaire de demander l’interruption de ces travaux** en application de l’article L.480-2 du code de l’urbanisme.]

[*Travaux illicites, autre demande formulée) auprès du Procureur de la République et donc du tribunal : mise en conformité ou démolition de l’ouvrage illicite :*

Je vous demande [également] que soit ordonnée par le tribunal

/la mise en conformité des lieux avec les règlements, l'autorisation ou la déclaration en tenant lieu

/la mise en conformité des ouvrages avec les règlements, l'autorisation ou la déclaration en tenant lieu

/la démolition des ouvrages illicites

/la réaffectation du sol en vue du rétablissement des lieux dans leur état antérieur

en application de l’article L.480-5 du code de l’urbanisme.]

Je vous prie d’agréer, Madame / Monsieur le Procureur, l’expression de ma considération très distinguée.

|  |
| --- |
| **Grade / Fonction**  **Prénom / NOM**  **Signature** |